

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 17 décembre 2009 à 18 h 00

AUJOURD'HUI dix sept décembre deux mille neuf

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 10 décembre 2009, s'est réuni dans la salle ordinaire des séances.

Après avoir ouvert la séance, Monsieur le Maire procède à l'appel.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Serge GODARD, Maire, président la séance

Présent(e)s :

Serge GODARD, Alain MARTINET, Dominique ADENOT, Alain BARDOT, Christine DULAC-ROUGERIE, Odile SAUGUES, Bernard DANTAL, Monique BONNET, Djamel IBRAHIM-OUALI, Jacqueline CHAPON, Olivier BIANCHI, Odile VIGNAL, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Philippe BOHELAY, Havva ISIK, Simon POURRET, Pascal GENET, Cécile AUDET, Danielle AUROI, Nicole BARBIN, Grégory BERNARD, Christophe BERTUCAT, Pascaline BIDOUNG, Jean-Pierre BRENAS, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Sandrine CLAVIERES, Carole COURTIAL, Anne COURTILLÉ, Jean-Michel DUCLOS, Michel FANGET, Jérôme GODARD, Philippe GORCE, Danièle GUILLAUME, Claudine LAFAYE, Alain LAFFONT, Jacques LANOIR, Isabelle LAVEST, René MAYOT, Chantal MERCIER-COURTY, Didier MULLER, Christine PERRET, Martine REMBERT-MANTELET, Yves REVERSEAU, Marie SAVRE, Bruno SLAMA, Jean-Philippe VALENTIN, Louis VIRGOULAY

Excusé(e)s ayant donné pouvoir :

Françoise NOUHEN, Patricia AUCOUTURIER, Sandrine BERGEROT-RAYNAL, Cyril CINEUX, Roger GIRARD, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Corinne NAJIM, Thierry ORLIAGUET

Excusé(e)s :

Absent(e)s :

Secrétaire :

Sandrine CLAVIERES

Odile SAUGUES a donné pouvoir à Serge GODARD pour la question n° 1 et à partir de la question n° 8.

Odile VIGNAL a donné pouvoir à Danielle AUROI à partir de la question n°5.

Manuela FERREIRA DE SOUSA a donné pouvoir à Jérôme GODARD à partir de la question n°2.

Nicole BARBIN a donné pouvoir à Jean-Pierre BRENAS à partir de la question n°3.

Fatima CHENNOUF-TERRASSE a donné pouvoir à Alain LAFFONT pour la question n°1.

Claudine LAFAYE a donné pouvoir à Didier MULLER à partir de la question n°3.

Alain LAFFONT a donné pouvoir à Fatima CHENNOUF-TERRASSE à partir de la question n°5.

Jean-Philippe VALENTIN a donné pouvoir à Christine PERRET à partir de la question n°3.

A partir de la question n°11, Monsieur le Maire confie la conduite des débats à Monsieur Alain MARTINET, Premier Adjoint.

Rapport N° 55
REMISES GRACIEUSES

✓ Par jugement du Tribunal Correctionnel du 18 janvier 2006, monsieur Karim CHMAINY a été reconnu coupable des faits de violence et d'outrage à une personne chargée d'une mission de service public et condamné en répression à une peine de 12 mois d'emprisonnement dont 6 mois assortis d'un sursis avec une mise à l'épreuve de 2 ans. Le Tribunal lui a également imposé l'obligation d'exercer une activité professionnelle, l'interdiction de paraître à la Maison de quartier Fontaine du Bac et l'interdiction d'entrer en contact avec ses victimes, agents municipaux.

La Ville a fait valoir sa créance sociale (salaires des agents en arrêt, frais médicaux) lors de l'examen des intérêts civils de cette procédure.

Monsieur Karim CHMAINY a été condamné par jugement du Tribunal Correctionnel de Clermont-Ferrand du 19 mai 2009 à payer à la Ville une somme de 5 381,54 € outre 600 € au titre des frais irrépétibles de la procédure.

Par lettre du 21 octobre 2009, monsieur CHMAINY demande à être exonéré du paiement de cette somme arguant de l'évolution favorable de sa situation personnelle qui serait obérée par ce règlement représentant une part importante de ses ressources.

Pour ne pas mettre en péril la réinsertion sociale de monsieur CHMAINY, il vous est proposé, en accord avec votre Commission, de donner une suite favorable à cette demande en l'exonérant du paiement de la somme sus visée déduction faite de 125 € qu'il a versé jusqu'à présent.

✓ Monsieur VALLET Fabrice avait saisi le Tribunal Administratif et la Cour Administrative d'Appel (CCA) pour obtenir la condamnation de la Commune et du Centre Communal de l'Action Sociale (CCAS) à l'indemniser pour les préjudices professionnel, familial, moral et de santé que lui aurait causé la non-assistance en matière sociale de ces deux structures.

Par arrêt en date du 19 février 2008, la CCA a débouté Monsieur VALLET en le condamnant à 2 500 € d'amende pour recours abusif et à verser respectivement à la Commune et au CCAS la somme de 250 €.

Au regard de la situation de Monsieur VALLET, sans travail, sans domicile et bénéficiant du RMI, il apparaît évident qu'il ne pourra s'acquitter de cette somme due à la Ville de 250 €.

Il vous est donc proposé, en accord avec votre Commission, de faire droit à sa demande de remise gracieuse.

DELIBERATION

La proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité et convertie en délibération.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le

LE MAIRE
Pour le Maire et par délégation,
Le Premier Adjoint,

Alain MARTINET